

Trump fait de la campagne politique en faveur de Netanyahu



Par Guillermo Alvarado

Le président des États-Unis, Donald Trump, a une fois de plus démontré sa faible condition d'Homme d'État et son regard superficiel des problèmes sensibles de l'heure.

Sur les réseaux sociaux, il a exprimé son soutien à la « souveraineté » d'Israël sur les hauteurs du Golan.

Cette région, rappelons-le, a été prise de force par l'armée sioniste lors de la dite guerre des six jours, en 1967 et achevée lors des affrontements de Yom Kippour en 1973.

Conformément au droit international, établi dans la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU, il s'agit d'un territoire occupé manu militari mais Tel-Aviv le considère comme une zone en litige.

Quoi qu'il en soit, Le Golan n'a jamais fait partie du territoire israélien. Cette zone de quelque mille 800 kilomètres carré qui a des frontières avec Israël, le Liban, la Jordanie et la Syrie avait toujours appartenu à ce dernier pays jusqu'à l'invasion de l'armée israélienne d'un peu plus des deux tiers des hauteurs du Golan.

En 1981, le régime israélien a décidé de mettre cette zone occupée sous son administration. Tel-Aviv a même offert aux habitants de cette zone la possibilité de prendre la nationalité israélienne.

La résolution 497 adoptée à l'unanimité par le Conseil de Sécurité des Nations Unies a coupé net à cette initiative en la déclarant nulle et non avenue.

Et soudain, voilà que maintenant, l'administration Trump décide de tourner le dos à la communauté internationale et de renforcer ses liens avec un État pirate.

La reconnaissance par les États-Unis de la souveraineté contestée d'Israël sur le Golan syrien, pourrait avoir des conséquences catastrophiques. Le Moyen-Orient s'est toujours balancé au bord de l'instabilité. Plusieurs gouvernements ont fait cette objection à la décision de l'administration Trump.

La Syrie, le pays le plus endommagé, a souligné que la mesure de Washington n'avait aucun effet légal et dénonçait le soutien illimité de la Maison Blanche à la conduite agressive et irresponsable de Tel-Aviv.

Le porte-parole de l'autorité palestinienne, Nabil Abou Rudeina, a signalé que les propos de Trump visent à anéantir la cause de son peuple et ne changent pas le fait que les territoires usurpés à la Syrie en 1967 restent, aux yeux des Nations Unies et du droit international, sous l'occupation militaire d'Israël.

La Russie, la Chine, Cuba et l'Iran se sont joints à la condamnation d'une action cherchant à légaliser le vol et le dépouillement du territoire d'un pays et créant des précédents dangereux dans le monde.

Ce geste, réalisé quelques jours avant les élections anticipées que le Premier ministre Benjamin Netanyahu a dû convoquer suite à la fissure de la coalition de droite au pouvoir, semble de toute évidence, soutenir la réélection du leader sioniste.

Robert Malley, qui a été conseiller du président Barack Obama, l'a avancé le premier lorsqu'il a dénoncé le mépris de l'administration Trump à l'égard du droit international et l'intention de soutenir Netanyahu aux prochaines élections en Israël.

En tout cas, c'est un enjeu dangereux qui menace la paix mondiale et met à nu une fois de plus, le caractère velléitaire et irresponsable de celui qui trouble l'ordre au sein de la première puissance militaire de la planète.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/186805-trump-fait-de-la-campagne-politique-en-faveur-de-netanyahu>



Radio Habana Cuba